

GUERRE FROIDE CULTURELLE Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme



À partir de 1945, les services de propagande états-uniens et britanniques recrutent des intellectuels souvent issus des milieux trotskistes afin d'inventer et promouvoir une « *idéologie rivalisant avec le communisme* ». Les New York Intellectuals, Sidney Hook en tête, accomplissent différentes missions confiées par la CIA avec zèle et efficacité, devenant rapidement des agents de premier plan de la Guerre froide culturelle. Des théoriciens majeurs de ce mouvement, comme James Burnham et Irving Kristol, ont élaboré la rhétorique néo-conservatrice sur laquelle s'appuient aujourd'hui les faucons de Washington.

page 2

Turquie : sauver la face en proposant le partenariat

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Valéry Giscard d'Estaing développe les arguments contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Il met en avant le déséquilibre économique et institutionnel qu'elle provoquerait et récuse une quelconque islamophobie. Pour organiser une sortie honorable de cette polémique, Jacques Toubon propose que la Turquie devienne un partenaire de l'Union européenne comme l'est la Suisse.

page 11

REPÈRE : 28 NOVEMBRE 1999 À Seattle, baptême du feu de l'antimondialisme

Aux États Unis, du 27 au 30 novembre 1999, doit se tenir à Seattle la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où 135 États débattent de la (dé)réglementation des échanges internationaux et de la très contestée proposition d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI). Mobilisés depuis trois ans, les militants anticapitalistes et antimondialistes affluent vers la ville qui a décrété l'état de siège. Des dizaines de milliers de manifestants parviennent à bloquer le centre-ville et à empêcher les délégués officiels de rejoindre la conférence. Les jours suivants les manifestations prennent de l'ampleur, la police et des unités antiémeutes se livrant à une répression violente, allant même jusqu'à gazer les délégués de l'OMC. Après une semaine noire, la conférence s'achève sur un échec cuisant pour les autorités américaines, mais renforce la détermination des militants antimondialisation qui vont désormais se mobiliser à chaque nouveaux rendez-vous : Washington, Prague, Nice, Davos, Québec, Göteborg... À Gènes, en 2002, le manifestant Carlo Giuliani sera abattu par la police. ■



LES ÉTATS-UNIS VEULENT POUVOIR VIOLER LE DROIT INTERNATIONAL EN TOUTE TRANQUILLITÉ

Les États-Unis s'engagent chaque jour un peu plus dans la voie de l'illégalité internationale. Sous la première administration Bush, ils ont refusé d'appliquer aux individus capturés sur le champ de bataille le statut de « prisonnier de guerre » défini par les conventions de Genève, puis ont envahi et occupé l'Irak au mépris du droit international. Dernier épisode en date, le nouveau Congrès états-unien, où l'extrême-droite est rentrée en force lors des élections du 2 novembre, a relancé le débat sur la Cour pénale internationale, à laquelle les États-Unis sont hostiles depuis le début. De par ses statuts, la CPI serait en effet compétente pour juger « *les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* ». À ce titre, elle pourrait être saisie de telles violations commises par les troupes états-uniennes, voire par leurs dirigeants dans le cadre des guerres d'agression du Kosovo et de l'Irak. Une situation inacceptable pour Washington, qui a fait savoir par le biais de ses représentants du Capitole que tout État refusant de signer des accords d'immunité pour les troupes de l'US Army pourrait se voir refuser l'aide économique qui leur est accordée par les États-Unis, pour des sommes allant parfois jusqu'à plusieurs centaines de millions de dollars. ■

Guerre froide culturelle

Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme

À partir de 1945, les services de propagande états-uniens et britanniques recrutent des intellectuels souvent issus des milieux trotskites afin d'inventer et promouvoir une « *idéologie rivalisant avec le communisme* ». Les New York Intellectuals, Sidney Hook en tête, accomplissent différentes missions confiées par la CIA avec zèle et efficacité, devenant rapidement des agents de premier plan de la Guerre froide culturelle. Des théoriciens majeurs de ce mouvement, comme James Burnham et Irving Kristol, ont élaboré la rhétorique néo-conservatrice sur laquelle s'appuient aujourd'hui les faucons de Washington.



Arthur Koestler (agent de l'IRD britannique), Irving Brown (agent traitant de la CIA pour la gauche européenne et africaine) et James Barnham (agent traitant de la CIA pour les milieux intellectuels).

En 1945, les stratèges soviétiques veulent obtenir la reconnaissance des démocraties populaires de l'Europe de l'Est. Ils lancent, en s'appuyant sur les services secrets, une campagne internationale pour la paix. Leur objectif est de conserver le contrôle du « glacis défensif » en évitant une série de conflits armés avec la coalition anglo-saxonne. En Grande-Bretagne, les gouvernements,

notamment celui de Clement Attlee, cherchent à rompre avec la propagande de guerre qui a justifié de 1942 à 1945 l'alliance avec Moscou. Dans ce contexte, en février 1948, Attlee crée, au sein du Foreign Office, le Département de recherche de renseignements (IRD), véritable « *ministère de la Guerre froide* » alimenté par les fonds secrets et chargé de produire de fausses informations pour discréditer les communistes. Aux États-Unis, la situation est plus favorable. Les procès de Moscou, l'exil de Trotski, ancien bras droit de Lénine, et le pacte germano-soviétique ont considérablement nui au Parti communiste. Dans ce contexte, les marxistes rejoignent massivement l'aile trotskiste de la gauche radicale dont une fraction pactisera avec la CIA, trahissant la IVe Internationale. Après une série d'échecs désastreux, les services soviétiques renoncent à toute influence idéologique aux États-Unis et privilégient les pays d'Europe de l'Ouest, spécialement la France et l'Italie.

Les services secrets britanniques et états-uniens cherchent à fabriquer une pensée assez crédible et universelle pour rivaliser avec le marxisme-léninisme. Dans ce contexte, les New York Intellectuals - Sidney Hook, James Burnham, Irving Kristol, Daniel Bell...- vont constituer des combattants culturels particulièrement efficaces.

Les premiers « coups tordus »

Les New York Intellectuals n'ont pas besoin d'infiltrer les milieux communistes : ils s'y trouvent déjà et s'y définissent comme militants trotskistes. La CIA, en recrutant des hommes comme le philosophe marxiste Sidney Hook, collecte des renseignements utiles sur la gauche radicale états-unienne et tente de saboter les réunions internationales parrainées par Moscou.

En mars 1949, à New York, se tient une « conférence scientifique et culturelle pour la paix mondiale », à l'hôtel Waldorf Astoria. Des délégations de militants communistes s'y pressent ; la réunion est secrètement supervisée par le Kominform. Mais l'hôtel est sous contrôle de la CIA, qui y a installé un quartier général secret au dixième étage. Sidney Hook, qui joue le communiste repent, reçoit à part des journalistes auxquels il explique « sa » stratégie contre « les stalinien » : intercepter le courrier du Waldorf et diffuser de faux communiqués. Profitant de la « *position de cheval de Troie* » de Sidney Hook, la CIA mène une campagne d'intoxication médiatique allant jusqu'à divulguer publiquement l'appartenance politique de certains participants préfigurant ainsi la « *chasse aux sorcières* » du sénateur McCarthy. Avec zèle et brio, Hook mène son équipe d'agitateurs, de délateurs et de manipulateurs, rédigeant des tracts et semant le désordre lors des tables rondes... Simultanément, à l'extérieur de l'hôtel Waldorf, des dizaines de militants d'extrême-droite défilent pancarte à la main pour dénoncer l'ingérence du Kominform. L'opération est un succès total, la conférence tourne au fiasco.

Tirant les leçons du « coup du Waldorf », la CIA états-unienne et l'IRD britannique systématisent l'enrôlement de trotskistes dans la lutte secrète contre Moscou, au point d'en faire une constante de la « *guerre psychologique* » qu'ils livrent à l'URSS [1].

Sidney Hook, chef de file des New York Intellectuals

Né dans un quartier pauvre de Brooklyn en 1902, Sidney Hook entre en 1923 à l'université de Columbia où il rencontre John Dewey, son premier maître à penser. Après son doctorat, il obtient une bourse de la fondation Guggenheim qui lui permet d'étudier en Allemagne et de visiter Moscou. Comme tant d'autres intellectuels de l'époque, il est fasciné par Staline et le régime soviétique. À son retour aux États-Unis, il débute sa carrière à l'université de New York au département de Philosophie. Il ne quittera son poste qu'en 1972 pour s'installer à Stanford au terme d'une évolution intellectuelle qui l'aura conduit du communisme au néoconservatisme. À la fin de la Première Guerre mondiale, après s'être marié avec une militante communiste, Hook s'inscrit dans un syndicat d'enseignants proche du Parti. Il travaille à une traduction de Lénine et publie un livre remarqué, *Towards the understanding of Karl Marx*. Intellectuel typique de la gauche radicale, il participe aux manifestations contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti.

Au début des années 30, Hook rompt avec les communistes et se rallie au clan des trotskistes réunis au sein de l'American Workers Party, fondé en 1938. Il organise la « *Commission d'enquête sur la vérité dans les procès de Moscou* » qui a pour but d'innocenter Trotski écarté du pouvoir par Staline.

À partir de 1938, il abandonne définitivement l'idéal révolutionnaire. En 1939, il fonde le Committee for cultural freedom, une organisation antistalinienne qui constituera, après la guerre, l'une des bases du Congress for cultural freedom [2]. Plus qu'une rupture, cette « trahison » - Hook surveille ses anciens amis pour le compte de la CIA - constitue pour lui une opportunité politique et financière attractive. Lorsque Hook évoque les raisons de sa conversion, il désigne des « *staliniens* » comme Brecht qui, au cours d'une discussion à New York en 1935 aurait plaisanté à propos de l'arrestation de Zinoviev et Kamenev : « *Ceux-là, plus ils sont innocents, plus ils méritent d'être fusillés* ». Une dénonciation qui en dit long sur les méthodes de Hook qui n'hésitait pas à citer des propos critiques en les retirant de leur contexte pour les rendre odieux.

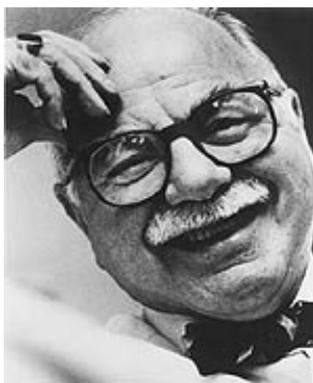
Dans cette logique de délation, l'initiative du sénateur du Wisconsin, McCarthy, est soutenue discrètement par Hook qui publie deux articles, « *Heresy, yes ! Conspiracy, no !* » (Hérésie, oui ! Conspiration, non !) et « *The dangers of cultural vigilantism* » (Les dangers de la vigilance culturelle) dans lesquels, prétendant critiquer McCarthy, il encourage à espionner et dénoncer les fonctionnaires, intellectuels et politiques proches des communistes. Hook a toujours prétendu par la suite qu'il n'avait jamais soutenu le sénateur du Wisconsin, ce que récuse la philosophe Hannah Arendt, pourtant alliée naturelle de Hook. Dans « *Heresy, yes !* », il décrit la posture idéologique des « *libéraux réalistes* » et la notion de « *culpabilité par fréquentation* ». Il en déduit que l'État doit mener la « *chasse aux sorcières* » en gardant l'apparence d'un régime libéral. Pour cela, l'administration, plutôt que de criminaliser les fonctionnaires communistes, doit pouvoir amener les individus suspects à démissionner. Concernant les enseignants, Hook note qu'un professeur communiste « *pratique une véritable fraude professionnelle* » [3]. Au final, Hook considère que la « *chasse aux sorcières* » constitue une erreur politique,

non pas en raison de la nature fasciste de cette campagne de délation, mais plutôt parce que l'initiative de McCarthy, trop peu discrète, contribue à mettre en équivalence la violence soviétique et états-unienne. Dans « The dangers of vigilantism », il préconise d'autres moyens, plus secrets, afin de chasser les communistes : il s'agit par exemple de confier la charge des enquêtes de loyauté aux instances professionnelles.

Effectivement Sidney Hook préfère les actions discrètes. Son implication dans plusieurs opérations de la Guerre froide culturelle, dont le Congrès pour la liberté de la culture, met en évidence sa conception de la démocratie, conçue comme une façade nécessaire du bloc atlantiste mené par les États-Unis. En 1972, il quitte New York et devient jusqu'à sa mort l'un des principaux théoriciens conservateurs rassemblés au sein de la Hoover Institution [4]. En fréquentant les cercles de la diplomatie secrète, Sidney Hook devient un conservateur respecté par les gouvernants. En 1985, Ronald Reagan lui remet la plus haute distinction civile états-unienne, la Medal of Freedom après avoir décoré, le même jour Frank Sinatra et Jimmy Stewart. Il meurt en 1989. Sa femme reçoit les condoléances du Président Bush : « *Pendant toute sa vie, il fut un défenseur sans peur de la Liberté (...) Alors qu'il affirmait souvent qu'il n'existe rien d'absolu dans la vie, l'ironie voulut qu'il prouve lui-même le contraire car s'il y eut un absolu, ce fut Sidney Hook toujours prêt à combattre courageusement pour l'honnêteté intellectuelle et la vérité* ».

Convertir les trotskistes

La « trahison » de Sidney Hook qui a rendu possible la réussite de la campagne d'intoxication du Waldorf est le point de départ d'un mouvement de conversion d'une fraction de l'aile trotskiste. La CIA et l'IRD font confiance aux marxistes repentis pour mener à bien une opération de grande envergure : la fabrication d'une « *idéologie rivalisant avec le communisme* », selon l'expression de Ralph Murray, premier chef de l'IRD, dont le Congrès pour la liberté de la culture sera le principal instrument de promotion.



Daniel Bell

La tactique de la CIA et l'IRD consiste donc, dans un premier temps, à « retourner » des militants trotskistes et à s'assurer de leur obéissance. Pour cela, les services investissent une partie des fonds secrets dont ils disposent afin de « sauver » des revues radicales de la faillite totale. Ainsi la *Partisan Review*, fief des New York Intellectuals, ancienne tribune communiste orthodoxe, puis trotskiste [5], reçoit plusieurs dons. En 1952, le chef de l'Empire Time-Life, Henry Luce, verse grâce à Daniel Bell 10 000 dollars pour que la revue ne disparaisse pas. La même année, *Partisan Review* organise un symposium dont le thème général peut être résumé ainsi : « *L'Amérique est maintenant devenue la protectrice de la civilisation occidentale* ». Dès 1953, alors que les New York Intellectuals dominent le Congrès pour la liberté de la culture, *Partisan Review* reçoit une subvention issue du « *compte du festival* » du Comité américain pour la liberté de la culture, alimenté par la fondation Farfield... avec des fonds de la CIA. De la

même manière, *New leader* animé par Sol Levitas est « sauvé » après l'intervention financière de Thomas Braden... avec l'argent de la CIA. On comprend mieux comment l'agence est parvenue à fidéliser certains groupes de la gauche radicale.

En plus du « sauvetage » de *Partisan Review*, la CIA collabore avec les services britanniques afin de créer une revue anticomuniste. Il recrute ainsi Irving Kristol, le directeur exécutif du Comité américain pour la liberté de la culture. Kristol est entré en 1936 à City College où il rencontre deux futurs camarades de la guerre froide, Daniel Bell et Melvin Lasky. Trotskiste antistalinien, il travaille pour la revue *Enquiry*. Après la guerre, recruté par les services états-uniens il retourne à New York pour diriger la revue juive *Commentary*. Directement financé par les crédits Farfield (CIA), il est chargé d'inventer *Encounter* sous la surveillance de Josselson. Le « magazine X », qu'il dirige avec le naïf Stephen Spender sera le fer de lance de l'idéologie néoconservatrice états-unienne.

La lutte contre le communisme au Congrès pour la liberté de la culture

Les New York Intellectuals et autres communistes repentis sont logiquement contactés par Josselson (placé sous les ordres de Lawrence de Neufville) qui, pour le compte de la CIA, est chargé de créer le Congrès pour la liberté de la culture. L'objectif est alors d'organiser en Europe de l'Ouest la « guerre psychologique », selon l'expression d'Arthur Koestler, contre Moscou.

Arthur Koestler, né en 1905 à Budapest, a été un militant communiste actif pendant plusieurs années. En 1932, il visite l'Union soviétique. L'Internationale finance l'un de ses livres. Après avoir dénoncé à la police secrète sa petite amie russe, il quitte Moscou et rejoint Paris. Pendant la guerre, il est arrêté et déporté en tant que prisonnier politique. La guerre terminée, Koestler écrit *Le Zéro et l'infini*, un livre dans lequel il retrace son parcours et dénonce les crimes du stalinisme. La rencontre des New York Intellectuals, par l'intermédiaire de James Burnham, lui permet de fréquenter les milieux où se décident les opérations culturelles secrètes. À la suite de nombreux entretiens avec des agents de la CIA, il supervise l'écriture d'un ouvrage collectif, une commande directe des services. *Le Dieu des ténèbres* (André Gide, Stephen Spender...) constitue une sévère condamnation du régime soviétique. Arthur Koestler est ensuite employé dans le cadre de la mise en place du Congrès pour la liberté de la culture.

Koestler écrit le *Manifeste des hommes libres* à la suite de la réunion du Kongress für Kulturelle Freiheit de Berlin organisé en 1950 par son ami Melvin Lasky. Pour lui, « la liberté a pris l'offensive ». James Burnham est largement responsable du recrutement de Koestler qui va vite devenir, en raison de son enthousiasme, trop gênant aux yeux des conspirateurs du Congrès.

Le parrain de Koestler, James Burnham, est né en 1905 à Chicago. Professeur à l'université de New York, il collabore à diverses revues radicales et participe à la construction du Socialist Workers Party. Quelques années plus tard, il organisera la scission du groupe trotskiste [6]. En 1941, il publie *The Managerial Revolution*, futur manifeste du Congrès pour la liberté de la

culture, traduit en France en 1947 sous le titre de *L'Ère des organisateurs*. La conversion de Burnham est particulièrement spectaculaire. En quelques années, après avoir rencontré le chef des réseaux stay-behind [7], Franck Wisner et son assistant Carmel Offie, il devient un ardent défenseur des États-Unis, selon lui unique rempart face à la barbarie communiste. Il déclare : « *Je suis contre les bombes actuellement entreposées en Sibérie ou au Caucase et qui sont destinées à la destruction de Paris, Londres, Rome, (...) et de la civilisation occidentale en général (...) mais je suis pour les bombes entreposées à Los Alamos (...) et qui depuis cinq ans sont la défense - l'unique défense - des libertés de l'Europe occidentale* ». Parfaitement conscient de la fonction du réseau stay-behind, Burnham, ami intime de Raymond Aron, passe du trotskisme à la droite conservatrice devenant l'un des intermédiaire principaux entre les intellectuels du Congrès et la CIA. En 1950, lorsque le turbulent Melvin Lasky reçoit des fonds détournés du Plan Marshall, Burnham, Hook et Koestler sont vraisemblablement mis dans la confidence. Burnham va pouvoir, grâce au Congrès pour la liberté de la culture diffuser dans toute l'Europe de l'Ouest son livre *The Managerial Revolution*.

« Une idéologie rivalisant avec le communisme »

Raymond Aron [8] est le principal artisan de l'importation en France des thèses des New York Intellectuals. En 1947, il sollicite les éditions Calmann-Lévy afin de faire publier la traduction de *The Managerial Revolution*. Au même moment, Burnham défend aux États-Unis son nouveau livre *Struggle for the World (Pour une domination mondiale)*. *L'Ère des organisateurs* est immédiatement interprété (à juste titre), notamment par le professeur Georges Gurvitch, comme une apologie de la « *technocratie* ».

Cherchant à disqualifier l'analyse en termes de luttes de classe, Burnham déclare que les directeurs sont les nouveaux maîtres de l'économie mondiale. Selon l'auteur, l'Union soviétique, loin d'avoir réalisé le socialisme, est un régime dominé par une nouvelle classe constituée de « techniciens » (dictature bureaucratique). En Europe de l'Ouest et aux États-Unis, les directeurs ont pris le pouvoir au détriment des parlements et du patronat traditionnel. Ainsi, l'ère directoriale signifie un double échec, celui du communisme et du capitalisme. La principale cible de Burnham est évidemment l'analyse marxiste-léniniste dont le principe, la dialectique historique, annonce l'avènement d'une société communiste mondiale. En fait, « *le socialisme ne succédera pas au capitalisme* » ; les moyens de production, partiellement étatisés, seront confiés à une classe de directeurs, seul groupe capable de diriger, en raison de leur compétence technique, l'État contemporain.

Léon Blum a bien compris la dimension fondamentalement anti-marxiste des thèses technocratiques de James Burnham. Après la guerre, en tant qu'allié de Washington, l'ancien homme fort du Front populaire doit pourtant préfacer la traduction française, non sans une certaine gêne : « *Si je n'étais sûr de la sympathie des uns et de l'amitié des autres, j'aurais vu dans cette demande comme une trace de malice (...) on imagine guère d'ouvrage qui, sur la pensée d'un lecteur socialiste, puisse exercer un choc plus inattendu et plus troublant* » [9]. Avec un parrain comme Raymond Aron et un préfacier comme Léon Blum, *L'Ère des organisateurs* connaît un succès considérable.

Proche de Sidney Hook avec qui il soutient la « *chasse aux sorcières* », Daniel Bell publie en 1960 *La Fin des idéologies*, un recueil d'articles publiés dans *Commentary*, *Partisan Review*, *New Leader* et de communications du Congrès pour la liberté de la culture. La traduction française est préfacée par Raymond Boudon, qui durant toute sa vie a combattu les théories de l'école française de sociologie incarnée par Émile Durkheim et Pierre Bourdieu dans le but d'imposer une conception américanisée des sciences sociales. *La Fin des idéologies*, comme son nom l'indique, reprend la thèse favorite des New York Intellectuals, à savoir l'extinction du communisme comme idéal. Daniel Bell, membre actif du Congrès pour la liberté de la culture qui contribue à diffuser son livre, annonce aussi l'émergence de nouveaux conflits idéologiques : « *La Fin des idéologies fait le pronostic de la désintégration du marxisme comme foi, mais ne dit pas que toute idéologie va vers sa fin. J'y remarque plutôt que les intellectuels sont souvent avides d'idéologies et que de nouveaux mouvements sociaux ne manqueront pas d'en engendrer de nouvelles, qu'il s'agisse du panarabisme, de l'affirmation d'une couleur ou du nationalisme* » [10]



Sidney Hook, Norman Podhoretz, Hans J. Morgenthau et H. Stuart Hughes
Lors d'un symposium de la revue *Commentary* intitulé « *Western Values and Total War* » (« *Les valeurs occidentales et la guerre totale* »), en 1961.

De l'anticommunisme au néo-conservatisme

Les New York Intellectuals, engagés dans de multiples opérations d'infiltration, ne révèlent leur véritable appartenance idéologique que tardivement rejoignant massivement les rangs des néoconservateurs dont les principaux bastions sont déjà tenus par des marxistes repentis. Irving Kristol, qui entretient des rapports conflictuels avec Josselson, dirige de 1947 à 1952 *Commentary*. Une autre figure majeure du néoconservatisme, Norman Podhoretz, sera ensuite placée à la tête de la revue quasi-officielle du Congrès pour la liberté de la culture de 1960 à 1995. En France, Raymond Aron crée *Commentaire* en 1978 [11]. Le fils d'Irving Kristol, William, est le directeur du très néoconservateur *Weekly Standard*.

Contrairement à une thèse répandue, il n'y a pas eu d'infiltration trotskiste dans la droite états-unienne, mais une récupération par celle-ci d'éléments trotskistes, d'abord dans une alliance objective contre le stalinisme, puis pour employer leurs capacités dialectiques au service de l'impérialisme pseudo-libéral. Burnham et Shatchman quittent le Socialist Workers Party et la IVe Internationale en 1940 pour fonder un parti scissionniste. Max Shatchman prône bientôt l'entrisme dans le Parti démocrate. Il rejoint le faucon démocrate Henry

« Scoop » Jackson, surnommé le « *sénateur Boeing* » en raison de son soutien acharné au complexe militaro-industriel. Il réorganise son parti comme une tendance au sein du Parti démocrate sous l'appellation Parti des sociaux démocrates états-uniens (SD/USA). Au cours des années 70, le sénateur Jackson s'entoure de brillants assistants tels que **Paul Wolfowitz**, **Doug Feith**, **Richard Perle**, **Elliot Abrams** [12]. En conservant le plus longtemps possible son discours d'extrême gauche, **Max Shatchman** fait de SD/USA une officine de la CIA apte à discréditer les formations d'extrême gauche, tandis qu'il devient l'un des principaux conseillers de l'organisation syndicale anticommuniste AFL-CIO [13]. On trouve au bureau politique de SD/USA des personnalités comme **Jeanne Kirkpatrick** qui deviendront des icônes de l'ère Reagan. Dans une complète confusion des genres, le théoricien d'extrême droite **Paul Wolfowitz** intervient comme orateur aux congrès du parti d'extrême gauche. **Carl Gershman** devient président de SD/USA, il est aujourd'hui directeur exécutif de la National Endowment for Democracy [14]. D'une manière générale les membres de ce parti, dont les principaux relais sont la revue *Commentary* et le Committee for the Free World, sont récompensés pour leurs manipulations dès l'élection de Ronald Reagan.

Les New York Intellectuals n'ont pas seulement développé une critique de gauche du communisme, ils ont aussi inventé un habillage « de gauche » aux idées d'extrême droite dont la maturation finale est le néoconservatisme. Ainsi, les **Kristol** et leurs amis peuvent-ils présenter avec aplomb **George W. Bush** comme un « idéaliste » qui s'emploie à « démocratiser » le monde.

Denis Boneau



William Kristol

[1] Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2003.

[2] « **Quand la CIA finançait les intellectuels européens** », par Denis Boneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[3] Bernard Genton, *Une passion anticommuniste, Sidney Hook (1902-1989)*, IEP Strasbourg.

[4] « **La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains** », *Voltaire*, 26 octobre 2004.

[5] Terry Cooney, *The rise of the New York Intellectuals, Partisan review and its circle*, University of Wisconsin press.

[6] Voir la lettre de démission de James Burnham sur Marxists.org.

[7] « **Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[8] « **Raymond Aron, avocat de l'atlantisme** », par Denis Boneau, *Voltaire*, 21 octobre 2004.

[9] James Burnham, *L'Ère des organisateurs*, Calmann-Lévy, 1947.

[10] Daniel Bell, *La Fin des idéologies*, Presses universitaires de France, 1997, p. 212.

[11] « [La face cachée de la Fondation Saint-Simon](#) », par Denis Boneau, *Voltaire*, 10 février.

[12] « [Les racines historiques du néoconservatisme : une attaque diffamatoire contre le trotskisme](#) », World socialist web site, 23 mai 2003.

[13] « [AFL-CIO ou AFL-CIA ?](#) », par Paul Labarique, *Voltaire*, 2 juin 2004

[14] « [La nébuleuse de l'ingérence démocratique](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Turquie : sauver la face en proposant le partenariat

Analyse

Valéry Giscard d'Estaing développe dans *Le Figaro* les arguments contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. L'ancien président de la République française souligne l'impact économique de l'entrée éventuelle d'une très forte population, pauvre et agricole. Il récuse le procès qui lui est fait d'hostilité envers l'islam, mais maintient néanmoins quelques arguments de mauvaise foi sur la localisation de la Turquie ou les particularités de son histoire. Dans le même quotidien, Jacques Toubon, ancien ministre gaulliste de la Culture, propose d'envisager un partenariat privilégié avec la Turquie, plutôt qu'une adhésion formelle. Concrètement, la Turquie participerait à l'union économique et juridique, mais ne siègerait pas dans les instances décisionnelles. Elle pourrait donc profiter à la carte du système, sans pouvoir influencer sur sa forme. Ce partenariat garantirait à l'Union la stabilité des détroits du Bosphore et des Dardanelles. La proposition de M. Toubon n'a rien de désobligeant, elle correspond à ce qui a été proposé à la Suisse, membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), donc du marché commun européen, mais ne siègeant pas dans ses instances. Cette solution offrirait aux Unionistes une sortie honorable de la polémique, mais ne satisfait pas les Turcs. Observons au passage la difficulté à exprimer clairement les arguments et leurs conséquences qu'induit le vocabulaire politique actuel. On emploie le terme « d'Européens » pour désigner non pas les habitants du continent, ni les héritiers d'une culture, mais les membres de l'Union. Il serait plus juste de dire « les Euro-unionistes ». En effet, au plan géographique, les Turcs sont asiatiques et parfois Européens ; au plan historique, ils sont Orientaux et Européens ; mais au plan politique, ils sont isolés et espèrent devenir Euro-unionistes.

Le ministre britannique des affaires européennes, Denis MacShane, dénonce dans le *Daily Telegraph* l'attitude des actuels conservateurs, prêts à remettre en cause l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne. Il rappelle que, par le passé, les conservateurs furent les plus grands défenseurs des traités internationaux, alors qu'aujourd'hui, ils refusent toute contrainte de ce type.

Pierre Marion répond dans *Le Figaro* à un récent article de l'amiral Lacoste à propos du charivari à l'intérieur de la CIA. L'ancien directeur des services secrets extérieurs français (SDECE, puis DGSE), rappelle qu'il s'affronta au président de la République et démissionna après avoir refusé de dévoyer son service dans l'intérêt personnel de M. Mitterrand. Il en conclut que des patrons responsables sont capables de protéger leur service des pressions politiques. Une manière inélégante de régler ses comptes personnels : c'est en effet l'amiral Lacoste qui lui succéda à la direction de la DGSE, avant de faire les frais du fiasco du Rainbow Warrior.

Enfin, le nouveau « Tsar anti-drogue » des États-Unis, John P. Walters, annonce dans le *Washington Times* que la Maison-Blanche entend lutter contre le trafic de drogues en Afghanistan. Cette déclaration d'intention ne manquera pas d'intriguer : c'est sous la protection des GI's que l'Afghanistan est devenu, en quelques mois, le premier producteur mondial d'opium ; et avec leurs moyens logistiques qu'elle est exportée et vendue, classiquement, pour alimenter des caisses noires. La question se pose donc de savoir si Washington souhaite rompre avec cette pratique ou éliminer des concurrents émergents. Quoi qu'il en soit, la lutte militaire contre les drogues, telle que l'auteur la supervise en Colombie, ne résout aucun problème, mais habille de bonnes intentions un déploiement permanent.

Réseau Voltaire

Valéry Giscard d'Estaing



Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française (1974-1981), était président de la Convention européenne. Il est membre du Conseil constitutionnel.

« Turquie : pour le retour à la raison »

Source : Le Figaro

Référence : « Turquie : pour le retour à la raison », par Valéry Giscard d'Estaing, *Le Figaro*, 25 novembre 2004.

L'éventualité de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne suscite un débat passionné. En faveur de l'entrée, on cite l'ancienneté des promesses faites, l'affront qu'une réponse négative représenterait pour le monde musulman, les progrès réalisés par la Turquie, le risque d'envenimer le choc des civilisations. Contre l'adhésion, le fait que les cinq sixièmes du territoire de la Turquie, et sa capitale, sont situés hors d'Europe, l'importance de sa population, les conséquences économiques et sociales de l'arrivée du pays le plus pauvre de l'Union, l'existence d'une vaste communauté turcophone hors du territoire turc,

et l'étrangeté pour l'Europe de se réveiller avec une frontière commune avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Ces arguments divisent l'opinion et malgré l'avis favorable du président de la République, 64 % des Français sont opposés à l'adhésion turque. Dans ce débat passionné, la France doit participer à la clarification. Examinons les arguments. Quand on parle des promesses anciennes, notons qu'elles ont été faites à une autre époque et qu'elles portaient surtout sur l'entrée de la Turquie dans une entité essentiellement économique. C'est chose faite depuis 1995 avec l'entrée de la Turquie dans l'union douanière. Quant au refus d'envisager l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne pour des motifs religieux, c'est une arrière-pensée que les partisans de l'adhésion turque prêtent à leurs adversaires, mais qui n'est pas vrai. L'Union européenne devra sans doute intégrer à terme des pays à majorité musulmane comme la Bosnie-Herzégovine. Notons que si la religion n'est pas une bonne raison de refuser l'adhésion turque, ce n'est pas une bonne raison pour l'accepter non plus. Dans cette affaire, chaque État dispose d'un droit de veto à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

La Turquie ne dispose que de 5 % de son territoire en Europe et 8 % de sa population. La langue turque ne fait pas partie des langues indo-européennes. Au cas où la Turquie adhérerait, elle serait dans 20 ans, le pays le plus peuplé de l'Union européenne. Il faut ajouter que la population turque fait partie d'un ensemble turcophone plus vaste, auquel l'unissent des liens de solidarité, et qui s'étend en direction de l'Est vers les États de l'Asie centrale, tels que le Turkménistan. Par ailleurs, le niveau de vie de la Turquie est très différent de celui du reste de l'Union européenne et son économie reste, malgré les évolutions, largement agricoles.

La diminution du soutien de la population au projet européen s'explique largement par le manque de clarté du projet. Les Européens ont besoin de fortifier leur identité. Il ne pourra exister de « patriotisme européen » qu'à partir du moment où les citoyens européens prendront conscience d'appartenir à un même ensemble. La Convention européenne a cherché à mieux définir les fondements de cet ensemble : les apports culturels de la Grèce et de la Rome antiques, l'héritage religieux qui a imprégné la vie de l'Europe, l'élan créateur de la Renaissance, la philosophie du siècle des Lumières, les apports de la pensée rationnelle et scientifique. Aucun de ces éléments n'a été partagé par la Turquie. Le fait de le constater n'implique pas de jugement péjoratif ! La Turquie a sa propre culture. L'adhésion de la Turquie, quelle qu'en soit la date, changerait la nature du projet européen. Elle ne resterait pas isolée et entraînerait un processus d'élargissement permanent.

L'arrivée de la Turquie entraînerait un re-calcule du nombre des eurodéputés au détriment des autres pays. Avec le principe de la double majorité, la Turquie deviendrait un pays central du Conseil européen. Pour éviter de se trouver dans la situation où le dernier État arrivé dans l'Union, et le plus inexpérimenté, en deviendrait le premier décideur, il serait nécessaire de réécrire la Constitution et d'instaurer un plafond pour la prise en compte des populations des États membres. Ce qui serait très compliqué à faire accepter.

Il ne faut pas voir dans ma position du mépris ou du rejet vis-à-vis de la Turquie, mais la Turquie est un grand pays et son adhésion déséquilibrerait les institutions européennes. Toutes les Constitutions sont des montages minutieux, résultats de compromis imposés par les nécessités du moment. C'est un fait : la Constitution européenne soumise aujourd'hui à la ratification n'a pas été conçue pour accueillir une puissance de la taille de la Turquie. Je regrette les

simplifications dans lesquels nos dirigeants se sont laissés enfermés dans ce débat. D'autres savent mieux gérer ces problèmes : les États-Unis, le Canada et le Mexique ont entre eux autant, voire davantage, de similitudes que celles qui existent entre l'Europe et la Turquie. Personne n'a l'idée de les fusionner. Une adhésion turque empêcherait de fixer des limites à l'Union et elle se diluerait. Mieux vaut organiser une coopération avec la Turquie. Ce n'est pas un simple hasard qui a conduit la Convention européenne à proposer dans la Constitution l'insertion de l'article 57, qui prévoit la possibilité pour l'UE de négocier des accords de partenariat privilégiés avec ses voisins.

Jacques Toubon



Ancien ministre français de la Culture (1993-1995) et de la Justice (1995-1997), Jacques Toubon est député européen.

« Turquie : les avantages du partenariat privilégié »

Source : Le Figaro

Référence : « Turquie : les avantages du partenariat privilégié », par Jacques Toubon, *Le Figaro*, 24 novembre 2004.

Il y a quatre ans, j'ai été l'un des premiers avec Alain Juppé à proposer la création d'une formule de partenariat privilégié à destination de nos voisins. La Convention a retenu un système proche grâce à l'action courageuse de **Valéry Giscard d'Estaing**, il s'agit de l'article 56 du projet de Constitution.

Aujourd'hui, au fur et à mesure que le débat sur les négociations d'adhésion avec la Turquie s'intensifie, tout le monde, ou presque, propose d'ouvrir une alternative avec le choix d'un partenariat privilégié. Il est important de préciser ce qu'on entend par là. Il s'agirait de mettre en place une vraie politique d'alliance et de destin partagés entre la Turquie et l'Union européenne. Voilà ce que ce partenariat pourrait contenir :

- ▶ Une véritable politique commerciale commune. Il s'agit de dépasser la simple union douanière pour intégrer la Turquie dans la politique commerciale de l'Union.
- ▶ L'édification d'un État de droit. Il faut une coopération juridique et judiciaire, en matière civile et pénale, pour assurer le respect des Droits de l'homme et des droits des minorités. Elle sera le meilleur moyen de préserver la laïcité constitutionnelle de la Turquie tout en instaurant les principes des libertés publiques et des droits de l'homme. Cela permettra d'avancer également vers une reconnaissance du génocide des Arméniens.
- ▶ Le contrôle de l'immigration. L'accord entre l'Union européenne et la Turquie mettra en place un contrôle des flux migratoires (éventuellement avec des quotas professionnels) et une surveillance en commun des frontières extérieures de la Turquie.
- ▶ La surveillance maritime. Le Bosphore et les Dardanelles ont une importance majeure pour l'approvisionnement pétrolier ainsi que pour le trafic militaire. Il faut aller plus loin que ce que prévoient les seuls accords internationaux.
- ▶ L'aide au développement. Une politique d'aide au développement particulière à la Turquie et prenant en compte sa situation spécifique (population, étendue, agriculture, niveau d'éducation, minorités) serait contractuellement mise en

place en s'inspirant du système des fonds structurels de la politique régionale.

► La politique étrangère et de défense. Prendre en compte la situation géopolitique de la Turquie, c'est acter sa nature eurasiatique et promouvoir son rôle comme puissance de stabilité et de médiation dans l'ensemble constitué par le Proche-Orient (arabe, perse et turc), le Caucase et la mer Noire. Pour pouvoir jouer ce rôle, la Turquie doit rester autonome des blocs et de l'Union européenne.

► L'unification pacifique de Chypre. Il est évident que la Turquie ne peut prétendre être membre de l'Union en refusant de reconnaître la République de Chypre, État membre depuis le 1er mai 2004. Tout le monde semble l'avoir oublié Il vaudrait mieux faire du règlement de la question chypriote l'un des chapitres du Partenariat privilégié. Il sera plus facile à la Turquie de défendre les intérêts de la population turque de l'île dans cette configuration.

► La politique culturelle La Turquie conduit une politique assez active dans des domaines variés Dans le partenariat privilégié, elle participerait au Programme Media, appliquerait la directive Télévision sans frontières et serait associée aux coopérations en matière culturelle.

Conclusion : un partenariat privilégié, c'est prendre en compte de manière réaliste, et non pas illusoire, la situation de la Turquie contemporaine et les exigences de la construction de l'Union politique. C'est réduire les dangers pour l'Europe et les contraintes pour la Turquie qui résulteraient d'une adhésion formelle. C'est permettre à la Turquie de jouer le rôle qui est le sien dans une région clé du monde. C'est tisser des liens spéciaux qui correspondent aux traditions et aux valeurs des deux civilisations.

Denis MacShane



Denis MacShane est ministre britannique travailliste des Affaires européennes.

« La Grande-Bretagne ne peut pas sélectionner et choisir les parts de la loi auxquels elle obéit »

Source : Daily Telegraph

Référence : « Britain can't pick and choose which bits of law it will obey », par Denis MacShane, *Daily Telegraph*, 25 novembre 2004.

Churchill a réorienté la politique étrangère britannique pour soutenir la loi internationale qu'il voyait comme une alternative à la guerre. Il soutint l'ONU et le Traité de l'Atlantique-Nord bien qu'ils aient été négociés par les ministres d'Attlee et il signa lui-même entre 1951 et 1955 162 traités multilatéraux et 543 accords bilatéraux. Mais son attachement aux traités ne fut rien en comparaison de Thatcher qui, en 11 ans, signa 316 traités multilatéraux et 1 482 traités bilatéraux. Blair est un gardien bien plus jaloux de la souveraineté nationale puisqu'il a signé 153 traités multilatéraux et 531 traités bilatéraux. En fait, les grands traités européens ont été signés par des Premier ministre conservateurs. Depuis la signature de ces textes, le commerce entre le Royaume-Uni et la France a augmenté de 300 % et le nombre des voyages avec le continent a explosé. En outre, d'autres traités, comme ceux de l'OMC, sont bien plus

contraignants pour notre souveraineté.

Pourtant, pour la première fois dans l'histoire britannique, le principe de siéger dans les organisations internationales clés et d'obéir aux règles des traités que nous avons signé est remis en cause par des organisations puissantes et bien financées qui demandent pour certaines un retrait de l'Union européenne et d'autres que nous n'appliquons que partiellement les accords. Le Parti conservateur demande ainsi que nous adoptions des lois en contradiction avec les textes ratifiés : par exemple, nous pourrions bénéficier du marché commun, mais interdire aux autres pays de venir pêcher dans nos eaux territoriales. Le Parti conservateur demande également que le Royaume-Uni n'applique pas les réglementations en matière de droit du travail. Mais comme les citoyens britanniques ne peuvent pas choisir les lois auxquelles ils obéissent et celles auxquelles ils n'obéissent pas dans notre droit, le Royaume-Uni ne peut pas choisir les articles qu'il applique dans les traités qu'il signe. Nous ne sommes pas le seul pays en Europe à avoir des intérêts nationaux, mais les accords demandent des compromis.

Aujourd'hui, les conservateurs militent pour le « non » au traité constitutionnel européen. Ce n'est qu'un prélude à une demande de retrait de l'Union européenne, il faut qu'ils soient honnêtes et qu'ils assument enfin cette position.

Pierre Marion

Pierre Marion est ancien directeur général de la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure).

« Les illusions de l'amertume »

Source : Le Figaro

Référence : « Les illusions de l'amertume », par Pierre Marion, *Le Figaro*, 26 novembre 2004.

J'ai pris connaissance avec intérêt de l'article de l'amiral Lacoste sur ce qu'il appelle « la politisation du renseignement ». La vague de démission à la CIA est interprétée par l'auteur comme une « manifestation d'ingérence » de la Maison-Blanche dans la CIA et cela me paraît excessif. Les références au Staline de 1941 sont bien loin du sujet, comme celles sur les décisions concernant l'expédition de Suez en 1956. Quant au « gonflage délibéré » des évaluations sur les forces de bombardiers soviétiques, il a été le fait du président Eisenhower lui-même : lorsqu'il s'est exprimé sur les « excès du complexe militaro-industriel », il visait non les services secrets, mais l'ensemble des activités d'armement.

Le jugement porté par l'amiral sur la guerre contre le terrorisme relève d'un débat qui me paraît devoir se situer au plus haut niveau d'appréciation de la politique extérieure américaine, et même internationale. L'échec des insurgés à Falloudja après des combats très durs semble définitivement acquis pour les autorités américaines, mais aussi pour les responsables mondiaux réunis à Charm el-Cheikh.

La question des relations entre l'État et ses services secrets constitue une appréciation essentielle, mais difficile. Il me paraît outrageux d'affirmer que les services doivent pouvoir prétendre à la haute main sur les organes de l'État. Les décisions doivent appartenir aux instances de l'État au plus haut niveau. Je comprends l'amertume de l'amiral qui a été dessaisi de son autorité sur la DGSE

par une décision en septembre 1985 du chef de l'État français. Il faut toutefois noter que l'échec de la mission à Auckland n'avait été provoqué que par les actions sur place de l'équipe DGSE. J'avais de mon côté choisi une autre attitude en 1982. J'avais tenté, sans résultat, de convaincre le président Mitterrand de la grave erreur que constituait la création de la cellule de l'Elysée ; devant sa persévérance, je lui avais présenté ma démission.

John P. Walters

Ancien chercheur de l'Hudson Institute, John P. Walters est le directeur de l'U.S. Office of National Drug Control Policy.

« La guerre à la drogue en Afghanistan »

Source : Washington Times

Référence : « Afghans' drug war », par John P. Walters, *Washington Times*, 26 novembre 2004.

L'Afghanistan est une nation en pleine transformation qui se dirige vers la démocratie. Les progrès sont significatifs, mais ces avancées font face à une menace qui requiert une attention renouvelée de la part du gouvernement afghan et une aide de la part de la communauté internationale. Cette menace, c'est le commerce illégal de drogue.

L'explosion du trafic a transformé d'innocentes et honnêtes familles en travailleurs prisonniers d'une entreprise criminelle. La production de drogues est un problème majeur de l'Afghanistan depuis des décennies et il ne pourra être résolu qu'avec de la persévérance et une direction ferme du pays. Déjà, les Afghans ont mis en place une stratégie de contrôle des narcotiques que les États-Unis sont prêts à appuyer. Notre aide va se fonder sur cinq piliers :

- ▶ Aider le gouvernement afghan à décourager la culture du pavot et dissuader la participation aux aspects du commerce de drogue.
- ▶ Développer le système judiciaire pour mieux combattre le trafic.
- ▶ Accroître les opportunités de cultures d'autres plantation. Notamment par le développement du micro-crédit et de l'irrigation.
- ▶ Détruire les plantations de pavot pour dissuader les paysans d'en cultiver.
- ▶ Développer les forces de l'ordre et mieux les entraîner pour ce travail.